Annexe à l'arrêté ministériel du 23 décembre 2024 décidant :

- de réviser le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches 53/4 et 53/8) ;
- d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et deux zones d'extraction devenant de la zone naturelle au terme de l'exploitation, en vue de l'extension de la carrière de Leffe, sur le territoire des communes d'Yvoir et de Dinant, à la demande de la S.A. « Holcim », afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;
- de faire réaliser une évaluation conjointe des incidences du projet de plan et du projet et d'en fixer le projet de contenu ;
- d'abroger l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches 53/4 et 53/8) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et de zones d'espaces verts à Dinant et Yvoir.

PROJET DE CONTENU DE L'ÉVALUATION CONJOINTE DES INCIDENCES

Le projet de révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches 53/4 et 53/8) porte sur l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone de dépendances d'extraction ;
- de deux zones d'extraction devenant de la zone naturelle au terme de l'exploitation ;
- d'une zone agricole ;
- d'une zone naturelle ;
- d'une zone forestière.

A. Ampleur

Aucune composante du projet de plan n'est dispensée de l'évaluation conjointe des incidences (ECI).

L'évaluation conjointe des incidences du projet de plan et du projet analysera l'impact de l'inscription/désinscription des composantes du projet de plan et du projet au plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort. L'analyse se limitera aux composantes du projet de révision du plan de secteur et du projet susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement.

L'évaluation conjointe des incidences suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan et du projet se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre concerné par le projet de plan et le projet.

Il appartiendra à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences :

- De structurer l'évaluation conjointe afin que les incidences relatives au projet de plan apparaissent distinctement des incidences relatives au projet. L'évaluation conjointe sera néanmoins adressée au Gouvernement sous forme d'un seul rapport ;
- De se référer, en ce qui concerne le volet projet de l'évaluation conjointe des incidences, aux critères fixés par et en application de l'article D.65, §1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, et le cas échéant, aux éléments complémentaires concernant le champ d'application et le niveau de détail des informations devant figurer dans l'évaluation des incidences du projet ;
- D'identifier les impacts que la mise en œuvre de l'évaluation des incidences du projet de plan peut avoir sur le projet soumis à permis et ceux que l'évaluation du projet soumis à permis peut avoir sur le projet de plan ;

- De vérifier l'ensemble des données économiques, techniques et environnementales avancées dans le dossier de base.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones de dépendances d'extraction et d'extraction au plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort devra être circonscrite au marché des granulats, sables calcaires et de ses co-produits et de ses substituts. Elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Région wallonne et des régions ou pays voisins.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription des nouvelles zones d'extraction et de dépendances d'extraction au plan de secteur devra être détaillée afin de préciser le marché visé (rayon, concurrents, disponibilités dans les carrières du groupe et dans celles des concurrents, etc.), détailler l'impact de la disparition de la carrière sur le marché en cas de non-révision du plan de secteur et démontrer que l'offre des autres carrières serait alors insuffisante que pour couvrir la demande. L'analyse de l'offre et de la demande devra être détaillée dans le contexte de l'aire de chalandise de la carrière de Leffe.

Il conviendra en particulier d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone de dépendances d'extraction et à la zone d'extraction au sens des articles D.II.28, D.II.33 et D.II.41 du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ainsi que des besoins futurs de l'activité et des projets de réaménagement, en tenant compte des indications du schéma de développement du territoire.

L'analyse de la pertinence de la localisation ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où des niveaux calcaires similaires peuvent être extraits.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan et du projet, ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées. Il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante (dont la pertinence d'inscrire un périmètre d'extension de zones d'extraction tel qu'envisagé par le demandeur et non retenu au projet de plan), ainsi que les variantes écartées par le demandeur. Il conviendra si nécessaire d'envisager l'étude de variantes « intermédiaires » visant à répondre au besoin de poursuite des activités de la carrière tout en répondant aux indications du schéma de développement du territoire, à l'optimisation spatiale et à la gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol.

Il appartiendra à l'auteur de l'évaluation conjointe des incidences d'identifier des alternatives à la bande transporteuse aérienne (bande transporteuse semi-enterrée, enterrée, réaménagement de la route de Blocmont, tracé alternatif routier, aménagement d'un quai à Anhée, etc.), de les évaluer et de proposer les évolutions à apporter au projet de plan et au projet, le cas échéant.

Corollairement à la solution préconisée par l'auteur du RIE concernant la bande transporteuse, il appartiendra à l'auteur d'étude d'évaluer la compatibilité de cette solution avec le périmètre d'intérêt paysager (PIP) existant, d'envisager des adaptations afin d'optimiser la qualité et l'intégration paysagère générale (extension du PIP sur l'ensemble de la bande transporteuse, suppression du PIP en surimpression à la bande transporteuse, etc.), de les évaluer et de proposer une évolution à apporter au PIP, le cas échéant.

L'évaluation conjointe des incidences devra analyser les potentialités du site, indépendamment des éventuelles installations existantes de fait situées en dehors de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur.

B. Précision des informations

Le contenu de l'évaluation conjointe des incidences du projet de plan et du projet retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.38 à 47 du Code de développement territorial (CoDT).

En particulier, l'évaluation conjointe tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales de la demande ;
- des avis émis par :
 - le pôle « Aménagement du territoire » ;
 - le pôle « Environnement » ;
 - l'AWaP ;
 - la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles ;
 - le SPW Mobilité et Infrastructures ;
 - le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;
 - le fonctionnaire délégué ;
 - le fonctionnaire technique ;sur le dossier de base et le contenu de l'évaluation conjointe ;
- des observations formulées par les Commissions consultatives communales d'aménagement du territoire et de mobilité de Dinant et d'Yvoir, le conseil communal d'Yvoir et le public pendant et à la suite de la réunion d'information préalable organisée le 18 octobre 2023.

Il ressort des remarques et observations émises par les réclamants sur le dossier de base que les nuisances principalement citées sont le bruit, les vibrations et les poussières liées aux activités de la carrière. Même si la gestion de ces nuisances est principalement du ressort des permis liés à l'exploitation de la carrière et des conditions qu'ils sous-tendent, il convient que l'évaluation conjointe des incidences prenne en compte ces aspects en différenciant l'échelle d'analyse. En particulier, la reconfiguration de la zone de dépendances d'extraction a pour objectif l'installation de nouveaux équipements de traitement des produits de la carrière. Les nuisances potentielles que ces derniers génèrent sont susceptibles d'être modifiées et devront être étudiées en conséquence.

Sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble de l'évaluation conjointe des incidences, une attention particulière sera réservée à l'analyse :

- du marché du calcaire, en intégrant les réserves disponibles dans les autres carrières similaires, y compris celles appartenant au demandeur, et en précisant la destination des matériaux extraits, et des raisons pour lesquelles le gisement n'est pas valorisé sous forme de calcaire haute teneur mais uniquement sous forme de granulats ;
- des volumes et superficies nécessaires à l'activité d'extraction et au stockage des stériles, afin de justifier les surfaces et le périmètre sollicités par le demandeur ;
- des impacts potentiels sur la biodiversité, au niveau :
 - du site Natura 2000 BE35012 « Vallée de la Meuse de Dinant à Yvoir » (à ce titre et s'il échet, l'évaluation sera appropriée au sens de l'article 29, §2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature) ;
 - de la réserve naturelle agréée 6640 de « Devant-Bouvignes » ;
 - des sites de grand intérêt « Devant-Bouvignes » (SGIB 107) et « Carrière de Leffe » (SGIB 3644) ;
 - de la liaison écologique « Côteaux de la Meuse et affluents » ;

- des zones à enjeux du plan communal de développement de la nature d'Yvoir ;
- des impacts potentiels sur les habitations isolées et le nouveau village de Houx, ainsi que sur le bâtiment agricole présent au sein du périmètre de la demande ;
- de la part maximale du transport fluvial possible ;
- des impacts potentiels liés à la bande transporteuse sur le paysage, le patrimoine, la biodiversité, le tourisme, les cheminements piétons, les usagers de la N92, le bruit, etc. ;
- de l'intérêt (environnementale, économique, paysager, etc.) d'une bande transporteuse aérienne par rapport à diverses alternatives en termes de mobilité (bande transporteuse semi-enterrée, enterrée, réaménagement de la route de Blocmont à Houx, tracé alternatif via l'aire d'autoroute de Salazine suggérée par le SPW Mobilité et Infrastructures, l'alternative de l'aménagement d'un quai à Anhée, etc.) ;
- des impacts paysagers de la bande transporteuse sur les périmètres d'intérêt paysagers inscrits au plan de secteur ainsi que ceux repris dans l'inventaire Adesa, de l'intégration paysagère du quai de chargement, des espaces destinés à accueillir les stériles d'exploitation, des vues depuis les éléments touristiques et paysagers environnants, de l'impact sur la zone rurale d'intérêt paysager au schéma de développement communal de Dinant et au schéma d'orientation local « carrière de Leffe » ;
- des impacts sur la mobilité douce, les accès agricoles et forestiers, l'accès à la bergerie de la réserve naturelle ;
- des impacts sur l'activité agricole au sens large, notamment sur la ferme de Viet, en veillant à tenir compte de la présence de vignobles (label, poussière, ombre portée, activités touristiques organisées sur le vignoble et aux alentours, etc.), ainsi que sur l'activité touristique et le patrimoine archéologique ;
- des impacts potentiels sur l'hydrologie et l'hydrogéologie sur le site et ses alentours (gestion des eaux de ruissellement, exhaures, qualité de eaux, etc.), du risque karstique, des impacts cumulés de l'ensemble des carrières avoisinantes ;
- des impacts sur les zones de loisirs ;
- des impacts sur le projet éolien mentionné dans l'avis du SPW ARNE sur le dossier de base.

Il conviendra de vérifier si les délimitations adoptées permettront de répondre aux prescrits des articles D.II.28, alinéa 3 et D.II.41, §1^{er}, alinéa 2, du CoDT, relatifs au périmètre ou dispositif d'isolement requis pour l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction.

L'évaluation conjointe des incidences veillera à analyser l'opportunité :

- des affectations proposées, en ce compris l'affectation envisagée au terme de l'exploitation, et à proposer le cas échéant des alternatives, en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation et des potentialités du site à long terme ;
- d'inscrire en zone de services publics et d'équipements communautaires les espaces occupés par la station d'épuration de Dinant, inscrite actuellement en zone d'espaces verts et en zone de loisirs ; qu'en cas de conclusion favorable, il conviendra de procéder à l'évaluation conjointe des incidences de la modification

des affectations, à proposer et analyser les compensations planologiques nécessaires à cette inscription ;

- d'inscrire en zone naturelle la zone forestière visée par la réserve naturelle agréée « Devant-Bougnies » et reprise en zone Natura 2000 ; qu'il conviendra de procéder à l'évaluation des incidences en cas de conclusion favorable.

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer l'évaluation conjointe des incidences du projet de plan et du projet dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. **Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur en procédure conjointe** - articles D.II.48 à 54 (procédure) et livre VIII (participation du public et évaluation des incidences), du CoDT et du livre I^{er} du Code de l'environnement.
2. **Présentation du projet de plan et du projet** adopté par le Ministre ayant le Territoire dans ses attributions, y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. D.VIII.42, §3, alinéa 1^{er}, 1^o).
3. **Acteurs de la révision du plan de secteur et de la demande de permis**
 - 3.1. **Décideur** : Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.
 - 3.2. **Initiateur de la demande conjointe** : promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.
 - 3.3. **Auteur de l'évaluation conjointe des incidences** : bureau d'étude agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.
4. **Contraintes potentielles relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan**

Il s'agit des contraintes relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (conseil communal, commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, fonctionnaire délégué, pôle « Aménagement du territoire », pôle « Environnement », et autres personnes ou instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter).

Chapitre I. Description du projet de plan et du projet

1. **Objet de la révision de plan de secteur** (art. D.VIII.42, §3, 1^o)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) de protection et prescriptions supplémentaires prévu(s) à l'article D.II.21 du CoDT) inscrite(s)/supprimé(s) au projet de plan.

- 1.1. **Localisation exacte** : province, commune(s), lieu-dit, rue, n^o de planche IGN,

coordonnées Lambert et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^e et 1/10 000^e) + orthophotoplan au 1/10 000^e ;

1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc. ;

1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change. Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article D.II.21, §3, du CoDT).

1.4. Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :

- situation régionale (bassin ou massif structural) ;
- gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, etc. ;
- contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers ;
- réserves de gisement (détailler les méthodes de calcul) : décrire les réserves disponibles au sein de la future zone d'extraction, délais d'épuisement au rythme actuel d'exploitation et en cas d'augmentation.

Joindre un extrait de la carte géologique la plus récente avec au moins :

- une coupe géologique au droit de la future exploitation ;
- les résultats de forages et / ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter.

1.5. Projet d'exploitation envisagé :

- production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations, les applications, les volumes stockés) ;
- techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation) ;
- phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, les dépendances et le réaménagement), en spécifiant ce qui nécessite de la zone de dépendances d'extraction ou de la zone d'extraction ;
- infrastructures projetées (dans le périmètre du projet et en-dehors) ;
- accessibilité du site, gestion de la mobilité et transport des produits.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.42, §3, 1^o)

L'évaluation conjointe mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de plan. Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet de plan au regard des plans et programmes pertinents (art. D.VIII.42, §3, 1^o, a)

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet de plan avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le CoDT, ainsi que les différents plans et programmes (tels que le schéma de développement du territoire, la stratégie wallonne de développement durable, etc.).

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet de plan au regard de ces documents.

Au regard de l'article D.I.1, du CoDT, il s'agit de montrer que la demande permet d'assurer un développement durable et attractif du territoire, dans le respect de l'optimisation spatiale, et que ce développement rencontre ou anticipe de façon équilibrée les besoins sociaux, économiques, démographiques, énergétiques, patrimoniaux, environnementaux et de mobilité de la collectivité, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités territoriales, ainsi que de la cohésion sociale.

4. Résumé du contenu et description du projet (art. D.VIII.42, §3, 1^o, b)

4.1. Le projet envisagé

Cette analyse doit comporter un résumé du contenu et une description du projet, les informations relatives à son site d'implantation, à sa conception, à ses dimensions et à ses caractéristiques pertinentes, en ce compris les éventuels travaux de démolition.

Si le projet concerne une installation ou une activité présentant un risque pour le sol au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, la description du projet comporte :

- un extrait conforme de la banque de données de l'état des sols visé à l'article 17 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ;
- un descriptif des éventuels impacts des données de la banque de données de l'état des sols sur le projet visé et un justificatif des mesures prévues pour prendre en compte lesdites données dans le cadre du projet visé.

Chapitre II. Justification socio-économique de l'inscription de zones de dépendances d'extraction et de zones d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique (les principales incidences socio-économiques de la révision du plan de secteur) ainsi que son évolution probable si le plan et le projet ne sont pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.42, §3, 4^o).

1. Evaluation du besoin

- 1.1. Caractéristiques du produit :** *spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.*

1.2. Évaluation de la demande : il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site.
- Cartographier et caractériser l'aire de chalandise.
- Estimer l'évolution future du marché dans les prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution présumée des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport, sur base notamment d'études de marché spécifiques.
- Analyser d'autres pistes de valorisation et d'utilisation du gisement.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur)

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les autres demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion

- sur les perspectives de production futures de l'entreprise ;
- sur les besoins planologiques qui en découlent, tant en zone de dépendances d'extraction qu'en zone d'extraction.

1.3. Évaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande évaluée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps :

- dans un premier temps, on examinera la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (et la possibilité de désaffecter certaines parties de la zone

de dépendances d'extraction existante) ;

- dans un second temps, on examinera les zones de dépendances d'extraction et d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise identifiée. Les besoins en zone de dépendances d'extraction seront distingués des besoins en zone d'extraction.

2. Incidences socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances, etc.) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

Ce point estimera aussi les incidences socio-économiques, à court, moyen et long terme, des autres activités qui pourraient se développer sur ce site, indépendamment du projet du demandeur, selon le prescrit des articles D.II.28 et 33.

3. Evolution probable de la situation économique si le plan et le projet ne sont pas mis en œuvre

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable si le plan et le projet ne sont pas mis en œuvre.

Chapitre III. Justification de la localisation du projet de plan. Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise de justifier ou non la localisation du projet de plan :

- *au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;*
- *en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3 du chapitre II ;*
- *et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire (art. D.VIII.42, §3, 7°).*

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation, notamment le SDT.

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan tels qu'identifiés et explicités au point 2 du chapitre I

L'on examinera en tous cas les éléments suivants :

- 2.1. Caractéristiques du gisement :** qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.
- 2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.**
- 2.3. Accessibilité et gestion de la mobilité.**
- 2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.**
- 2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol** (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Justification de la localisation du projet de plan et de la pertinence du choix des zones à inscrire

Il s'agit ici de vérifier que la localisation du projet de plan et le choix des zones (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction) n'entrent pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1, respectent les critères de localisation explicités au point 2 et tiennent compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation du gisement et des potentialités du site, en particulier au terme de l'exploitation.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation au projet de plan

*Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation au projet de plan en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2 en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.
Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.*

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer le projet de plan et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales ;
 - des critères de localisation ;
 - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise ;
 - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité ;
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet de plan, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

Chapitre IV. Examen des compensations (art. D.VIII.42, §3, 3° et D.II.45, §3, du CoDT)

Ce chapitre vise à vérifier l'application du principe repris à l'article D.II.45, §3 et

L'opportunité de choisir l'une ou l'autre forme de compensation.

(Art. D.VIII.42, §3, 3°).

En ce qui concerne les compensations planologiques, il lui revient :

- de justifier leur localisation et leur délimitation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de droit ;
- de vérifier leur cohérence en fonction de la géologie locale, des caractéristiques des sites et des affectations des zones voisines ;
- au besoin, de suggérer des alternatives.

PHASE II

Chapitre V. Identification et analyse des contraintes et potentialités des composantes du projet de plan, du projet et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :

1.1.1. Niveau régional : *plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, Plans d'assainissement (PASH), etc.*

1.1.2. Niveau communal : *schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, etc.*

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

1.2.1. Faune et flore : *statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire, sites et espèces visées par les directives 2009/147/CE et 92/43/CEE, etc.*

1.2.2. Activités humaines : *statut juridique des voiries et voies de communication, chemins, sentiers, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc.*

1.2.3. Sol : *données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée aux article 11 et 12 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleures données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQUE – Walsols, etc.).*

1.2.4. Eau : *schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, waterings, etc.*

1.2.5. Activités économiques : *périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales.*

1.2.6. Mobilité : *plans communaux et inter-communaux de mobilité.*

1.2.7. Risques naturels : *zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), karst, etc.*

- 1.3. **Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils** (*permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.*).
 - 1.4. **Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel** : *périmètres de remembrement ruraux ou urbain, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.*
 - 1.5. **Sites patrimoniaux et archéologiques** : *monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, liste des arbres et haies remarquables, etc.*
 - 1.6. **Ressources environnementales** : *cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*
 - 1.7. **Situation réglementaire de l'exploitation** : *permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, etc.*
2. **Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si la révision du plan de secteur n'est pas mise en œuvre (art. D.VIII.42, §3, 4°)**

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par l'auteur d'étude. L'analyse sera adaptée à l'échelle du plan et du projet.

2.1. Caractéristiques humaines :

- 2.1.1. **Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux** : *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.*
- 2.1.2. **Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains** : *les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabarits, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + cartographie et évolution des capacités.*
- 2.1.3. **Activités humaines** (*nature et caractéristiques des activités actuelles et*

potentielles dont l'agriculture et la sylviculture (superficie, exploitants, productions, situation des exploitants), les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socio-culturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.

- 2.1.4. Activités passées et pollutions :** *gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.*

2.2. Caractéristiques environnementales :

- 2.2.1. Géologie :** *étude géologique approfondie au sein de la zone occupée actuellement par l'exploitation – en particulier si le gisement n'est pas valorisable – et/ou dans la zone demandée. Joindre les résultats des forages et/ou des prospections géophysiques, caractéristiques physiques et chimiques de la roche, résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter... Insister sur la qualité et/ou la quantité de roche à exploiter, décrire les accidents tectoniques connus ou les cavités souterraines présentes.*

- 2.2.2. Pédologie :** *caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.*

- 2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie :** *bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.*

- 2.2.4. Topographie et paysages :** *géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, atlas du paysage de Wallonie, etc.*

- 2.2.5. Air et climat – ambiance sonore et olfactive – qualité de l'air et poussières :** *données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, etc.*

- 2.2.6. Bruits et vibrations :** *sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.*

- 2.2.7. Faune et flore :** *inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés, liaisons écologiques, en particulier régionales, sites et espèces visées par les directives 2009/147/CE et 92/43/CEE, etc.*

- 2.2.8. Risques naturels et contraintes géotechniques :** *inondations, axe de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.*

- 2.3. Evolution probable des caractéristiques environnementales si la révision du plan de secteur n'est pas mise en œuvre (art. D.VIII.42, §3, 4°)**

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

3. Le cas échéant, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourrait s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement (au sens de la directive 2012/18/UE) ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que des zones ou des infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements (art. D.VIII.42, §3, 2°, c).

4. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur, tant pour le volet plan que pour le volet projet.

Chapitre VI. Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan et du projet, et des variantes ou alternatives retenues sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) des composantes du projet de plan et du projet sur l'homme et l'environnement (art. D.VIII.42, §3, 2°, a)

Les effets doivent être distingués selon qu'il s'agit d'inscrire une zone de dépendances d'extraction ou une zone d'extraction, en tenant compte de toutes les destinations possibles de ces zones.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Cette analyse des effets doit être menée en distinguant les effets sur les sites du projet de plan, du projet et de la/des variante(s) de localisation (plan ou projet) ainsi que sur leurs zones voisines respectives.

1. Effets sur la qualité de vie (population, santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. Cadre bâti : *relation de la révision du plan et du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants, etc.*

1.2. Effets sur les biens matériels et le patrimoine culturel : *monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.*

1.3. Charroi : *direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire (origine-destination), charge utile, véhicules fournisseurs, visiteurs, personnels, véhicules liés à l'aménagement du site, transports exceptionnels, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, transport par rail, transport fluvial, charroi*

agricole, les modes actifs, etc.

- 1.4. **Tirs de mines** : *vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, etc.*
 - 1.5. **Bruit** : *au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, etc.*
 - 1.6. **Air et climat** : *poussières - installation de jauges Owen, formation de brouillards, odeurs, réchauffement climatique, transition énergétique, etc.*
 - 1.7. **Topographie et paysages** : *pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse, etc.*
2. **Effets sur les activités humaines** : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc.
 3. **Effets sur le sol et le sous-sol** : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.
 4. **Effets sur l'hydrogéologie et l'hydrologie**
 - 4.1. **Modification du régime hydrogéologique** : *rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, valorisation des eaux d'exhaure, etc.*
 - 4.2. **Modification du régime hydrologique** : *débit et charge des cours d'eau, inondations à la suite du rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides, etc.*
 - 4.2. **Mobilisation des ressources en eau potabilisable.**
 5. **Effets sur la faune, la flore, la biodiversité, diversité biologique**

Pendant et après la mise en œuvre du projet de plan, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, effets potentiels sur les espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc. (loi sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

Une évaluation spécifique des incidences du projet de plan et du projet doit être réalisée sur les habitats naturels d'intérêt communautaire et sur les espèces protégées au sens de la loi sur la conservation de la nature et leurs habitats présents sur le site (le cas échéant évaluation dite « appropriée » au sens de l'article 29 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature).
 6. **Interaction entre ces divers facteurs**
 7. **Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable** (art. D.VIII.42, §3 1°, c)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de

ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet de plan et le projet.

Chapitre VII. Incidence de la révision du plan de secteur et du projet sur l'optimisation spatiale (D.VIII.42, §3, 5°)

Ce chapitre vise à évaluer les incidences de la révision du plan de secteur et du projet sur la finalité des objectifs régionaux en matière de développement territorial : l'optimisation spatiale. Cette analyse doit comprendre une évaluation de la révision du plan de secteur et du projet sur la lutte contre l'étalement urbain, la préservation maximale des terres et une utilisation efficiente et cohérente du sol par l'urbanisation. L'urbanisation doit être comprise comme soit un processus à long terme qui caractérise à la fois l'augmentation de la population qui vit dans les villes et l'extension des espaces urbanisés soit un processus par lequel un ou des projets d'urbanisme se concrétise(nt) sur le territoire. Tous les projets menant à une artificialisation de terres agricoles, forestières ou naturelles sont donc visés.

Chapitre VIII. Description des solutions de substitution raisonnables ou des alternatives possibles examinées par le demandeur et une indication des principales raisons du choix de ce dernier, eu égard aux effets de sa demande sur l'environnement

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre du plan et du projet

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Il s'agit de vérifier l'adéquation des contours de sorte que les limites correspondent à des limites géographiques « de fait », soit des limites visibles sur le terrain : bord de route, lisières, cours d'eau, haie vive, alignement d'arbres, talus importants, etc. : des limites visibles sur la carte IGN (idem – le fait qu'elles soient reportées sur la carte atteste de leur importance pour les haies, cours d'eau, etc.) ; des alignements droits entre 2 points visibles sur la carte IGN ; une courbe de niveau de la carte IGN ou une parallèle à X mètres d'une limite visible ; des limites cadastrales.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers liés au projet ;
- une meilleure localisation des installations au sein des différentes zones.

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les incidences négatives et favoriser les incidences positives sur le plan social, économique et environnemental.

Compte tenu des caractéristiques des lieux, il convient de vérifier si l'obligation d'inclure en bordure intérieure de l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction un périmètre ou dispositif d'isolement suffisant pourra être remplie.

Chapitre IX. Examen des mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable de la mise en œuvre du projet et de la révision du plan de secteur sur l'environnement

1. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.42, §3, 6°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives sur l'environnement et renforcer ou augmenter les incidences positives.

Si de telles mesures sont présentes dans le projet de plan et dans le projet, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision du plan de secteur et du projet, ainsi qu'avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions et options peuvent être ajoutées.

1.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres de protection prévus à l'article D.II.21 du CoDT).

1.2. Etablissement de prescriptions/options supplémentaires pour le plan et le projet
Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, §3, du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
- 2° le phasage de leur occupation ;
- 3° la réversibilité des affectations ;
- 4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.

Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

Les options concernent le projet soumis à permis.

1.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

1.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

2. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.42, §3, 9°)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan et le projet en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences non négligeables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des

différentes directives européennes telle que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

3. Evolution probable de la situation socio-économique et environnementale si la révision du plan de secteur et le projet ne sont pas mis en œuvre (art. D.VIII.42, §3, 4°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) si le projet de plan et le projet ne sont pas mis en œuvre.

Chapitre VIII. Examen des compensations

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

L'auteur d'étude peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

Chapitre IX. Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du projet de plan

1. Justification et comparaison du projet de révision du plan de secteur et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.42, §3, 7°)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1 du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : incidences (tant positives que négatives) sur l'environnement, mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable du projet de plan sur l'environnement, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de plan.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur et du projet (art. D.VIII.42, §3, 11° et D.VIII.46)

Il s'agit de **lister les incidences non négligeables**, de **proposer des indicateurs de suivi de ces incidences**, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils : ex : mesures de monitoring de l'imperméabilisation du sol, etc.

Chapitre X. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.42, §3, 10°)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.42, §3, 10°)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

Bibliographie

Lexique

Annexes

(en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration de l'évaluation conjointe des incidences

Résumé non technique (art. D.VIII.42, §3, 12°)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer l'évaluation conjointe des incidences de la révision du plan de secteur et du projet et la traduire dans un langage non technique de façon à la rendre compréhensible pour un public non averti. Elle doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les incidences positives, négatives et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du ministériel du 23 décembre 2024 décidant :

- de réviser le plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches 53/4 et 53/8) ;
- d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone de dépendances d'extraction et deux zones d'extraction devenant de la zone naturelle au terme de l'exploitation, en vue de l'extension de la carrière de Leffe, sur le territoire des communes d'Yvoir et de Dinant, à la demande de la S.A. « Holcim », afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;
- de faire réaliser une évaluation conjointe des incidences de la révision du plan de secteur et du projet, et d'en fixer le projet de contenu ;
- d'abroger l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 décidant la mise en révision du plan de secteur de Dinant-Ciney-Rochefort (planches 53/4 et 53/8) et adoptant l'avant-projet de révision en vue de l'inscription d'une zone d'extraction et de zones d'espaces verts à Dinant et Yvoir.

Namur, le 23 décembre 2024.

Le Ministre du Territoire,

F. DESQUESNES